

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 11, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement flamand du 30 septembre 2011 portant agrément et subventionnement des services Plan de soutien et d'une organisation tutrice pour le parcours préalable des personnes handicapées, modifié par l'arrêté du Gouvernement flamand du 22 février 2013, est complété par un alinéa trois, rédigé comme suit :

« Le Ministre détermine les cas dans lesquels il peut être dérogé à la condition visée à l'alinéa 1^{er}, stipulant qu'aucun soutien de structures ou de services ne puisse être reçu. ».

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} octobre 2013.

Art. 3. Le Ministre flamand ayant l'assistance aux personnes dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 18 octobre 2013.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

K. PEETERS

Le Ministre flamand du Bien-être, de la Santé publique et de la Famille,

J. VANDEURZEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2013/206218]

24 OCTOBRE 2013. — Arrêté du Gouvernement wallon portant règlement des fonctions de concierge au sein du Service public de Wallonie

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 87, § 3, remplacé par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 28 octobre 1987 fixant le règlement des concierges du Ministère de la Région wallonne;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 21 mars 2013;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 24 avril 2013;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 13 juin 2013;

Vu le protocole de négociation n° 611 du Comité de secteur n° XVI, conclu le 12 juillet 2013;

Vu l'avis 53.838/2/V du Conseil d'Etat, donné le 11 septembre 2013, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Généralités

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, on entend par :

1° membre du personnel : un agent ou un membre du personnel contractuel du Service public de Wallonie;

2° directeur général de la Logistique : le directeur général de la Direction générale opérationnelle Budget, Logistique et Technologies de l'Information et de la Communication;

Art. 2. Peuvent seuls être désignés comme concierge, les membres du personnel qui remplissent les conditions suivantes :

1° exercer des fonctions du niveau D;

2° justifier d'une évaluation favorable;

3° ne pas être sous le coup d'une sanction disciplinaire définitive non radiée.

Les conditions doivent être remplies tant le jour de l'appel à candidatures que celui de la désignation.

CHAPITRE II. — De la procédure de désignation

Art. 3. Le concierge est désigné par le secrétaire général.

Art. 4. A la demande du directeur général de la Logistique, un appel à candidatures est organisé par la Direction de l'Administration du personnel.

L'appel à candidatures contient les indications suivantes :

1° les conditions d'accès à l'emploi visées à l'article 2;

2° la date à laquelle la fonction est à conférer;

3° la localisation précise de l'immeuble où la fonction est à conférer;

4° la description des tâches que la fonction de concierge entraîne pour l'immeuble où la fonction est à conférer;

5° les heures auxquelles les tâches fixées conformément au 4° doivent être exécutées;

6° la description des locaux destinés à l'habitation;

7° les jours et heures de visite desdits locaux;

8° la date limite à laquelle les candidatures doivent être introduites.

Art. 5. Les candidatures sont introduites auprès du directeur de la sélection.

Les candidatures mentionnent au moins les éléments suivants :

1° la composition exacte du ménage avec indication de l'âge et du sexe des enfants;

2° le cas échéant, et à titre informatif, la circonstance qu'un membre de son ménage exercera une activité professionnelle complète ou partielle dans les locaux mis à la disposition du concierge.

Art. 6. Les candidats sont entendus par un jury composé du directeur général de la Logistique, du ou des directeurs généraux dont les services sont établis dans l'immeuble où la fonction est à conférer et du directeur de la sélection ou de leur délégué du niveau A.

La présidence du jury est assurée par le directeur général de la Logistique ou son délégué.

Le secrétariat est assuré par le directeur de la sélection ou son délégué ou par un agent du secrétariat général.

Art. 7. Après les avoir entendus, le jury émet une proposition motivée de classement ou de non-classement des candidats statutaires en tenant compte de leur aptitude.

Entre candidats statutaires classés, la préférence est respectivement donnée :

1° à l'agent dont la résidence administrative est la plus proche de l'immeuble où la fonction est à exercer;

2° à l'agent le plus ancien dans le grade le plus élevé.

Si aucun candidat statutaire n'est retenu, le jury émet une proposition de classement ou de non-classement des candidats contractuels en tenant compte de leur aptitude.

Entre candidats contractuels classés, la préférence est respectivement donnée :

1° au membre du personnel contractuel dont la résidence administrative est la plus proche de l'immeuble où la fonction est à exercer;

2° au membre du personnel contractuel le plus ancien.

Art. 8. La décision du secrétaire général est notifiée aux candidats par recommandé à la poste et au directeur général de la Logistique.

Art. 9. § 1^{er}. Par dérogation à l'article 2, 1°, si la procédure visée aux articles 3 à 8 n'aboutit à aucune désignation, soit qu'aucune candidature n'ait été présentée, soit qu'aucune candidature n'ait été retenue, un membre du personnel exerçant des fonctions du niveau C peut être désigné selon la même procédure.

Les appels à candidats exerçant des fonctions du niveau D et du niveau C peuvent être lancés simultanément.

§ 2. A défaut de candidats ou de désignation d'un membre du personnel exerçant des fonctions du niveau C, il peut être procédé à l'engagement contractuel d'une personne étrangère au Service public de Wallonie.

Par dérogation aux articles 4, § 2, à 5bis de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel, il est procédé à l'engagement contractuel d'un concierge selon la procédure prévue aux articles 3 à 8.

Pour l'application de l'article 7, le jury émet une proposition motivée de classement ou de non-classement en tenant compte de l'aptitude des candidats et de la proximité entre le lieu de travail du candidat et l'immeuble où la fonction de concierge est à exercer.

Art. 10. Le jury de sélection, visé à l'article 6 du présent arrêté, peut déchoir du droit de se porter candidat à la fonction de concierge pour une durée de cinq ans celui qui, sans motif légitime, a renoncé à sa fonction de concierge dans les deux années suivant sa désignation.

CHAPITRE III. — *De la fonction de concierge*

Section 1^{re}. — Des missions de concierge

Art. 11. Les fonctions de concierge sont exercées en dehors des heures de service sous l'autorité hiérarchique du directeur général de la Logistique et de la ligne hiérarchique qui en dépend.

Art. 12. Les missions du concierge sont celles visées aux articles 13 à 28 et toute autre tâche qui lui serait confiée par le directeur général de la Logistique ou son délégué du niveau A.

Art. 13. Le concierge assure la surveillance des immeubles, des ateliers, des garages et autres dépendances dont il a la charge.

Art. 14. Le concierge est chargé de l'ouverture et de la fermeture des portes extérieures des immeubles, des ateliers, des garages et autres dépendances dont il a la charge.

A l'heure de fermeture des bâtiments, il veille à ce qu'aucune personne étrangère au service ne pénètre dans les immeubles, ateliers, garages, et autres dépendances sauf instruction contraire et préalable de sa hiérarchie.

Art. 15. Le concierge ne peut se dessaisir des clés des portes extérieures sous aucun prétexte et détient un double de la clef de chaque local généralement fermé à clé.

Art. 16. Le concierge exécute une ronde chaque soir avant 22 heures, y compris les samedis, dimanches et jours fériés légaux et réglementaires, afin de s'assurer que les portes, les fenêtres, les volets et l'éclairage sont convenablement fermés et qu'il n'existe aucun risque d'incendie ou d'inondation. Il vérifie également si les appareils électriques sont débranchés et les robinets de gaz et d'eau convenablement fermés.

Il signale à sa hiérarchie les infractions et les défauts constatés.

Art. 17. Le concierge vérifie la bonne exécution des travaux de nettoyage selon les directives qui lui sont données par sa hiérarchie et lui signale les manquements constatés.

Art. 18. Le concierge reçoit la correspondance, les colis et paquets délivrés en dehors des heures d'ouvertures des bureaux. Il en accuse réception le cas échéant et les remet à leurs destinataires conformément aux instructions de sa hiérarchie.

Art. 19. Aux jours prévus, le concierge sort les poubelles et les rentre dès qu'elles ont été vidées.

Art. 20. Le concierge se conforme aux règlements de police.

Art. 21. Le concierge hisse les drapeaux conformément aux instructions de sa hiérarchie.

Art. 22. Le concierge surveille le fonctionnement des installations techniques et propose en temps opportun les commandes pour la fourniture du combustible.

Art. 23. Selon les instructions qui lui ont été données, le concierge prend toute mesure adéquate lors de pannes ou d'incidents survenant aux installations du chauffage, aux ascenseurs et autres équipements spéciaux.

Art. 24. Le concierge prend toute mesure utile en vue de prévenir les dommages pouvant résulter des intempéries.

Art. 25. Lors de chutes de neige, le concierge déblaie le trottoir et la voie d'accès aux bâtiments.

Art. 26. Le concierge est formé au maniement des appareils d'extinction à employer en cas d'incendie. Pour ce faire, il suit la formation de préposé-incendie du niveau que lui indique le directeur général de la Logistique.

En cas d'incendie, il agit selon les consignes de sécurité incendie applicables à l'immeuble. Une copie de ces prescriptions doit se trouver toujours à sa portée.

Art. 27. En cas d'accident, le concierge prend toute mesure urgente permettant de limiter les dégâts. Il en informe immédiatement sa hiérarchie.

Art. 28. En coordination avec le correspondant local pour l'immobilier, le concierge informe le Département de la Gestion immobilière de la Direction générale transversale Budget, Logistique et Technologies de l'Information et de la Communication de tout problème rencontré en dehors des heures de service.

Section 2. — Des droits et obligations du concierge à l'égard du logement mis à sa disposition

Art. 29. Les locaux mis à la disposition du concierge sont tenus dans un bon état de propreté. Ces locaux sont mis en bon état locatif, aux frais de la Région, à l'entrée en fonction du concierge. Les travaux d'entretien locatif normal sont exécutés à la diligence et aux frais du concierge.

Art. 30. La Région prend à sa charge les frais de remise en état nécessités par des travaux qu'elle a commandés et qui ont provoqué des dégâts dans les locaux mis à la disposition du concierge. Il en est de même pour la réparation des dégâts accidentels survenus dans lesdits locaux et aux appareils installés s'ils ne peuvent être attribués à une négligence du concierge.

Art. 31. Les locaux mis à la disposition du concierge sont raccordés à l'électricité, au téléphone et dans la mesure du possible au gaz et à la télédistribution par câble.

Art. 32. La Région supporte le coût de la consommation totale en eau, gaz et électricité du ménage uniquement si cette consommation reste dans les limites normales, compte tenu des différents éléments susceptibles d'influencer les quantités consommées tels que la composition du ménage ou la nature des appareils utilisés.

Il est interdit au concierge d'utiliser des appareils électriques de chauffage, des ventilateurs extracteurs ou des climatiseurs sans avoir au préalable obtenu l'autorisation de sa hiérarchie.

Art. 33. Le concierge justifie une consommation anormale en eau, gaz et électricité auprès du directeur général de la Logistique, lequel décide si le coût de l'excédent est mis à charge du concierge.

Art. 34. Sauf autorisation accordée par le directeur général de la Logistique ou son délégué de niveau A, il est interdit au concierge de loger, en permanence, des personnes étrangères à son ménage et de disposer, pour son usage, de locaux qui n'ont pas été mis à sa disposition.

Art. 35. Le concierge ne peut disposer pour son usage du mobilier, du matériel et de l'appareillage réservés au fonctionnement des services de la Région.

Art. 36. § 1^{er}. Ni le concierge, ni aucun membre de son ménage ne peuvent exercer d'activité commerciale dans les locaux mis à disposition.

Les membres du ménage du concierge ne peuvent pas non plus exercer, dans les locaux mis à disposition, une activité professionnelle au sens de l'article 139, alinéas 2 et 3, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne qui serait de nature à nuire à l'accomplissement des devoirs de la fonction, qui serait contraire à la dignité de celle-ci ou qui serait de nature à compromettre l'indépendance du membre du personnel ou à créer une confusion avec cette qualité.

§ 2. Le concierge informe le directeur général de la Logistique de toute activité professionnelle exercée par un membre de son ménage dans les locaux mis à disposition.

CHAPITRE IV. — Remplacement temporaire du concierge

Art. 37. En cas d'absence du concierge pour un jour au moins, le directeur général de la Logistique ou son délégué pourvoit à son remplacement.

Art. 38. Si le concierge remplaçant est une personne étrangère au Service public de Wallonie ou un membre du personnel engagé dans les liens d'un contrat de travail à temps partiel, il est engagé dans les liens d'un contrat de travail conformément à l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel.

CHAPITRE V. — Cessation des fonctions de concierge

Art. 39. § 1^{er}. Entraînent de plein droit la cessation des fonctions de concierge :

1° la renonciation aux fonctions de concierge;

2° la perte de la qualité d'agent en vertu des articles 228 et 229 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne ou la fin du contrat de travail avec le Service public de Wallonie;

3° la circonstance d'être sous le coup d'une sanction disciplinaire définitive autre que le blâme ou la retenue de traitement du fait des fonctions de concierge ou des autres fonctions qu'il exerce au sein du Service public de Wallonie;

4° l'impossibilité définitive pour le concierge d'assurer sa mission pour une raison quelconque;

5° la suppression des fonctions de concierge par l'autorité.

§ 2. Après avis motivé du directeur général de la Logistique et après avoir entendu le concierge, le secrétaire général peut mettre fin aux fonctions de concierge en raison de l'exercice d'une activité professionnelle en contravention avec l'article 36.

Art. 40. Si le concierge désire renoncer à sa charge, il en informe le secrétaire général et le directeur général de la Logistique.

Art. 41. Le membre du personnel bénéficie d'un préavis de six mois lorsque le congé est donné par l'employeur.

CHAPITRE VI. — *Dispositions diverses*

Art. 42. Les frais de déménagement du mobilier du concierge sont à sa charge sauf en cas de déménagement des services.

Art. 43. Dans l'intérêt du service, le directeur général de la Logistique peut décider de la suppression des fonctions de concierge.

CHAPITRE VII. — *Dispositions modificatives et abrogatoires*

Art. 44. L'article 2, § 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 mars 2012, est complété par un 11° rédigé comme suit :

« 11° les tâches de concierge. »

Art. 45. L'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 28 octobre 1987 fixant le règlement des concierges du Ministère de la Région wallonne est abrogé.

CHAPITRE VIII. — *Dispositions transitoires et finales*

Art. 46. Les membres du personnel désignés en qualité de concierge à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté restent valablement désignés.

Art. 47. Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 24 octobre 2013.

Le Ministre-Président

R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique

J.-M. NOLLET

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2013/206218]

24. OKTOBER 2013 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Regelung des Amtes eines Hausmeisters innerhalb des Öffentlichen Dienstes der Wallonie

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, insbesondere des durch das Sondergesetz vom 8. August 1988 ersetzten Artikels 87, § 3;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 28. Oktober 1987 zur Festlegung der Ordnung betreffend die Hausmeister beim Minister der Wallonischen Region;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 über die Anstellungsbedingungen und die Verwaltungs- und Besoldungslage der vertraglichen Personalmitglieder;

Aufgrund des am 21. März 2013 gegebenen Einverständnisses des Ministers für den öffentlichen Dienst;

Aufgrund des am 24. April 2013 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 13. Juni 2013 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 12. Juli 2013 abgeschlossenen Protokolls Nr. 574 des Sektorenausschusses Nr. XVI;

Aufgrund des am 11. September 2013 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1° der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 53.838/2/V des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers für den öffentlichen Dienst;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Allgemeines*

Artikel 1 - Im Sinne des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Personalmitglied: ein Bediensteter oder ein Mitglied des Vertragspersonals des öffentlichen Dienstes der Wallonie;

2° Generaldirektor der Logistik: der Generaldirektor der ressortübergreifenden Generaldirektion Haushalt, Logistik und Informations- und Kommunikationstechnologie;

Art. 2 - Die Personalmitglieder, die die folgenden Bedingungen erfüllen, können als Hausmeister bezeichnet werden:

1° ein Amt der Stufe D ausüben;

2° eine günstige Beurteilung nachweisen;

3° nicht unter der Wirkung einer endgültigen und nicht gelöschten Disziplinarstrafe sein.

Diese Bedingungen müssen sowohl am Tag des Aufrufs an die Bewerber als auch am Tag der Bezeichnung erfüllt sein.

KAPITEL II — *Das Bezeichnungsverfahren*

Art. 3 - Der Hausmeister wird durch den Generalsekretär bezeichnet.

Art. 4 - Auf Anfrage des Generaldirektors der Logistik organisiert die Direktion der Humanressourcen einen Aufruf an die Bewerber.

Der Aufruf an die Bewerber umfasst folgende Informationen:

- 1° die Bedingungen für den Zugang zu der in Artikel 2 angeführten Stelle;
- 2° das Datum, an dem das Amt zu vergeben ist;
- 3° der genaue Standort des Gebäudes, in dem das Amt zu vergeben ist;
- 4° die Beschreibung der Aufgaben, die das Amt eines Hausmeisters für das Gebäude, in dem das Amt zu vergeben ist, umfasst;
- 5° die Uhrzeiten, zu denen die gemäß Punkt 4° festgelegten Aufgaben auszuführen sind;
- 6° die Beschreibung der Räumlichkeiten, die als Wohnung dienen;
- 7° die Besuchszeiten (Stunden und Tage) der genannten Räumlichkeiten;
- 8° das äußerste Datum für das Einreichen der Bewerbungen.

Art. 5 - Die Bewerbungen sind bei dem Direktor der Personalauswahl einzureichen.

Die Bewerbungen umfassen zumindest die folgenden Punkte:

- 1° die genaue Zusammensetzung des Haushalts unter Angabe des Alters und des Geschlechts der Kinder;
- 2° ggf. und zur Information den Umstand, dass ein Mitglied seines Haushalts eine berufliche Teil- oder Vollzeitbeschäftigung in den Räumlichkeiten, die dem Hausmeister zur Verfügung gestellt werden, ausüben wird.

Art. 6 - Die Bewerber werden durch eine Jury angehört, die sich zusammensetzt aus dem Generaldirektor der Logistik, dem oder den Generaldirektoren, deren Dienststellen sich in dem Gebäude befinden, in dem das Amt zu vergeben ist und dem Direktor der Personalauswahl oder ihren jeweiligen Stellvertretern der Stufe A.

Der Vorsitz der Jury wird durch den Generaldirektor der Logistik oder durch dessen Stellvertreter gewährleistet.

Die Sekretariatsführung wird durch den Direktor der Personalauswahl, durch dessen Stellvertreter oder durch einen Bediensteten des Generalsekretariats gewährleistet.

Art. 7 - Nach Anhörung der Bewerber äußert die Jury einen begründeten Vorschlag zur Einstufung oder Nicht-Einstufung der statutarischen Bewerber unter Berücksichtigung ihrer Eignung.

Bei mehreren eingestufteten statutarischen Bewerbern erhält den Vorzug jeweils:

- 1° der Bedienstete dessen Amtssitz sich in der geringsten Entfernung zu dem Gebäude befindet, in dem das Amt zu vergeben ist;
- 2° der älteste Bedienstete im höchsten Dienstgrad.

Wird kein statutarischer Bewerber berücksichtigt, so äußert die Jury einen Vorschlag zur Einstufung oder Nicht-Einstufung der vertraglichen Bewerber unter Berücksichtigung ihrer Eignung.

Bei mehreren eingestufteten vertraglichen Bewerbern erhält den Vorzug jeweils:

- 1° das Mitglied des Vertragspersonals, dessen Amtssitz sich in der geringsten Entfernung zu dem Gebäude befindet, in dem das Amt zu vergeben ist;
- 2° das älteste Mitglied des Vertragspersonals.

Art. 8 - Der Beschluss des Generalsekretärs wird den Bewerbern durch einen bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief übermittelt. Der Beschluss wird außerdem dem Generaldirektor der Logistik mitgeteilt.

Art. 9 - § 1. Falls das in den Artikeln 3 bis 8 angeführte Verfahren zu keiner Bezeichnung führt, entweder weil keine Bewerbung eingereicht wurde, oder weil keiner der Bewerber berücksichtigt worden ist, kann in Abweichung von Artikel 2, 1° ein Personalmitglied, das ein Amt in der Stufe C ausübt, nach dem gleichen Verfahren bezeichnet werden.

Der Aufruf an die Bewerber, die Ämter der Stufe D oder der Stufe C ausüben, kann zeitgleich erfolgen.

§ 2. In Ermangelung von Bewerbern oder der Bezeichnung eines Personalmitglieds, das ein Amt in der Stufe C ausübt, kann die Einstellung im Rahmen eines Vertragsverhältnisses einer Person erfolgen, die dem öffentlichen Dienst der Wallonie nicht angehört.

In Abweichung von den Artikeln 4, § 2 bis 5*bis* des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 über die Anstellungsbedingungen und die Verwaltungs- und Besoldungslage der vertraglichen Personalmitglieder erfolgt die Einstellung eines Hausmeisters im Rahmen eines Vertragsverhältnisses nach dem in den Artikeln 3 bis 8 festgelegten Verfahren.

Für die Anwendung von Artikel 7 äußert die Jury einen begründeten Vorschlag zur Einstufung oder Nicht-Einstufung unter Berücksichtigung der Eignung der Bewerber und der Nähe des Arbeitsplatzes des Bewerbers zu dem Gebäude, in dem das Amt eines Hausmeisters auszuüben ist.

Art. 10 - Die in Artikel 6 des vorliegenden Erlasses angeführte Jury ist befugt, einer Person, die ohne rechtmäßigen Grund innerhalb von zwei Jahren nach der Bezeichnung auf ihr Amt als Hausmeister verzichtet hat, für einen Zeitraum von fünf Jahren das Recht abzuerkennen, sich für das Amt eines Hausmeisters zu bewerben.

KAPITEL III — *Das Hausmeisteramt**Abschnitt 1 — Aufgaben des Hausmeisters*

Art. 11 - Die Amtstätigkeit des Hausmeisters wird außerhalb der Dienstzeiten unter der hierarchischen Aufsicht des Generaldirektors der Logistik und der von ihm abhängenden Führungskräfte ausgeübt.

Art. 12 - Bei den Aufgaben des Hausmeisters handelt es sich um jene, die in den Artikeln 13 bis 28 angeführt werden, sowie um jede sonstige ihm vom Generaldirektor der Logistik oder von dessen Stellvertreter der Stufe A übertragene Aufgabe.

Art. 13 - Der Hausmeister gewährleistet die Überwachung der Gebäude, der Werkstätten, der Garagen und der sonstigen Nebengebäude, für die er verantwortlich ist.

Art. 14 - Der Hausmeister wird mit dem Öffnen und Schließen der Außentüren der Gebäude, der Werkstätten, der Garagen und der sonstigen Nebengebäude, für die er verantwortlich ist, beauftragt.

Nach Büroschluss stellt er sicher, dass keine Person, die der Dienststelle nicht angehört, die Gebäude, die Werkstätten, die Garagen und die sonstigen Nebengebäude betritt, es sei denn, es liegt eine vorab erteilte anderslautende Anweisung vor.

Art. 15 - Der Hausmeister darf unter keinem Vorwand die Schlüssel der Außentüren herausgeben. Darüber hinaus verfügt er über einen Zweitschlüssel für jeden Raum, der allgemein abgeschlossen wird.

Art. 16 - Jeden Abend vor 22 Uhr einschließlich an den Samstagen, den Sonntagen, den gesetzlichen und den in der Dienstordnung festgelegten Feiertagen macht der Hausmeister einen Kontrollrundgang um sicherzustellen, dass die Türen, Fenster und Fensterläden geschlossen sind, das Licht vorschriftsmäßig ausgemacht worden ist und keine Brand- oder Überschwemmungsgefahr besteht. Zudem überprüft er, ob alle elektrischen Geräte ausgeschaltet und die Gas- und Wasserhähne vorschriftsmäßig zuge dreht worden sind.

Er informiert seine Hierarchie über alle Verstöße und Mängel.

Art. 17 - Der Hausmeister überprüft die ordnungsgemäße Ausführung der Reinigungsarbeiten nach den Richtlinien, die ihm von seiner Hierarchie erteilt worden sind, und er teilt dieser Hierarchie alle diesbezüglichen Mängel mit.

Art. 18 - Der Hausmeister nimmt den Schriftwechsel, die Päckchen und Pakete in Empfang, die außerhalb der Öffnungszeiten der Dienststellen zugestellt werden. Gegebenenfalls bestätigt er den Empfang und händigt sie gemäß den Anweisungen seiner Hierarchie.

Art. 19 - An den vorgesehenen Tagen bringt der Hausmeister die Müllbehälter hinaus. Sobald sie geleert worden sind, bringt er sie wieder in das Gebäude.

Art. 20 - Der Hausmeister beachtet die Polizeiordnung.

Art. 21 - Nach den Anweisungen seiner Hierarchie beflaggt der Hausmeister das Gebäude.

Art. 22 - Der Hausmeister überwacht die Funktionsfähigkeit der technischen Anlagen und er schlägt rechtzeitig vor, die Bestellung von Brennstoff vorzunehmen.

Art. 23 - Nach den ihm erteilten Anweisungen trifft der Hausmeister alle angemessenen Maßnahmen bei Pannen oder Störfällen im Bereich der Heizanlagen, der Aufzüge und der sonstigen Sonderausrüstungen.

Art. 24 - Der Hausmeister trifft alle zweckdienlichen Maßnahmen, um Unwetterschäden vorzubeugen.

Art. 25 - Bei Schneefall befreit der Hausmeister den Bürgersteig und die Gebäudeeingänge vom Schnee.

Art. 26 - Der Hausmeister wird ausgebildet, um bei Feuer in der Lage zu sein, die Löschgeräte zu handhaben. Zu diesem Zweck legt er die Ausbildung als Brandschutzbeauftragter ab in der Stufe, die ihm durch den Generaldirektor der Logistik angewiesen wird.

Im Falle eines Feuers handelt er nach den bei Feuer auf das Gebäude anwendbaren Sicherheitsanweisungen. Eine Abschrift dieser Anweisungen muss stets verfügbar sein.

Art. 27 - Bei Unfall trifft der Hausmeister alle Sofortmaßnahmen, die eine Schadensbegrenzung ermöglichen. Er informiert seine Hierarchie unmittelbar.

Art. 28 - In Absprache mit der vor Ort für das Gebäude zuständigen Beauftragten informiert der Hausmeister die Abteilung Immobilienverwaltung der ressortübergreifenden Generaldirektion Haushalt, Logistik und Informations- und Kommunikationstechnologie über jegliche Vorfälle, die außerhalb der Dienstzeiten aufgetreten sind.

Abschnitt 2 — Rechte und Pflichten des Hausmeisters betreffend die ihm zur Verfügung gestellte Wohnung

Art. 29 - Die dem Hausmeister zur Verfügung gestellten Räumlichkeiten sind stets sauber zu halten. Bei Amtsantritt des Hausmeisters werden diese Räumlichkeiten zu Lasten der Region in einen guten Mietzustand gebracht. Die üblicherweise im Rahmen eines Mietverhältnisses anfallenden Unterhaltsarbeiten müssen auf Betreiben und zu Lasten des Hausmeisters ausgeführt werden.

Art. 30 - Die Region übernimmt die Kosten für die Instandsetzungsarbeiten, die durch von ihr in Auftrag gegebene Arbeiten erforderlich geworden sind und die den dem Hausmeister zur Verfügung gestellten Räumlichkeiten Schaden zugefügt haben. Diese Regelung gilt ebenfalls für die Reparatur von Unfallschäden an den genannten Räumlichkeiten und den dort installierten Geräten, wenn diese Schäden nicht auf eine Nachlässigkeit des Hausmeisters zurückzuführen sind.

Art. 31 - Die dem Hausmeister zur Verfügung gestellten Räumlichkeiten verfügen über einen Strom- und einen Telefonanschluss und soweit möglich über einen Anschluss an das Gasnetz und über Kabelfernsehen.

Art. 32 - Die Region trägt die Gesamtkosten für den Verbrauch an Wasser, Gas und Strom des Haushalts, soweit dieser Verbrauch innerhalb der üblichen Grenzen bleibt unter Berücksichtigung der verschiedenen Elemente, die einen Einfluss auf die verbrauchten Mengen haben können, wie z.B. die Haushaltszusammensetzung oder die Art der verwendeten Geräte.

Es ist dem Hausmeister nicht erlaubt, ohne eine vorab erteilte Erlaubnis seiner Hierarchie elektrische Heizgeräte, Absaugebläse oder Klimaanlage zu verwenden.

Art. 33 - Der Hausmeister rechtfertigt seinen anormal hohen Verbrauch von Wasser, Gas und Strom vor dem Generaldirektor der Logistik, der entscheidet, ob die entstandenen Mehrkosten dem Hausmeister angelastet werden.

Art. 34 - Es ist dem Hausmeister untersagt, Personen, die nicht zu seinem Haushalt gehören, dauernd Unterkunft zu bieten, oder Räume, die ihm nicht zur Verfügung gestellt worden sind, zu nutzen, es sei denn der Generaldirektor der Logistik oder dessen Stellvertreter der Stufe A haben dem Hausmeister diesbezüglich eine Erlaubnis erteilt.

Art. 35 - Der Hausmeister darf das Mobiliar, das Material und die Gerätschaften, die der Verwaltungstätigkeit der Dienststellen der Region vorbehalten sind, nicht für seine Zwecke nutzen.

Art. 36 - § 1. Weder dem Hausmeister, noch einem Mitglied seines Haushalts wird erlaubt, in den zur Verfügung gestellten Räumlichkeiten eine kommerzielle Tätigkeit auszuüben.

Zudem wird den Mitgliedern des Haushalts des Hausmeisters untersagt, in den zur Verfügung gestellten Räumlichkeiten eine kommerzielle Tätigkeit im Sinne von Artikel 139, Absatz 2 und 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes auszuüben, die die Ausübung der Amtspflichten beeinträchtigen könnte oder gegen die Würde dieses Amtes verstoßen würde, oder die die Unabhängigkeit des Personalmitglieds beeinträchtigen oder eine Verwechslung mit dieser Eigenschaft verursachen könnte.

§ 2. Der Hausmeister informiert den Generaldirektor der Logistik über jede berufliche Tätigkeit, die ein Mitglied seines Haushalts in den zur Verfügung gestellten Räumlichkeiten ausübt.

KAPITEL IV — *Zeitweilige Ersetzung des Hausmeisters*

Art. 37 - Ist der Hausmeister für eine Dauer von wenigstens einem Tag abwesend, so sorgt der Generaldirektor der Logistik oder sein Stellvertreter für Ersatz.

Art. 38 - Handelt es sich bei der Person, die den Hausmeister ersetzt, um eine Person, die nicht Mitglied des öffentlichen Dienstes der Wallonie ist, oder um ein im Rahmen eines Teilzeitvertragsverhältnisses angeworbenes Personalmitglied, so wird sie im Rahmen eines Arbeitsvertragsverhältnisses gemäß den Bestimmungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 über die Anstellungsbedingungen und die Verwaltungs- und Besoldungslage der vertraglichen Personalmitglieder eingestellt.

KAPITEL V — *Beendigung des Hausmeisteramtes*

Art. 39 - § 1. Führen von Rechts wegen zur Beendigung des Hausmeisteramtes:

1° der Verzicht auf das Amt des Hausmeisters;

2° der Verlust der Eigenschaft eines Bediensteten kraft Artikel 228 und 229 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes, oder das Ende des Arbeitsvertrags mit dem Öffentlichen Dienst der Wallonie;

3° der Umstand, unter der Wirkung einer endgültigen Disziplinarstrafe mit Ausnahme des Verweises oder der Gehaltskürzung zu sein, die auf die Ausübung des Amtes als Hausmeister oder eines anderen Amtes innerhalb des Öffentlichen Dienstes der Wallonie zurückzuführen ist;

4° die endgültige Unmöglichkeit für den Hausmeister, aus irgendwelchem Grund seine Aufgabe wahrzunehmen;

5° die Abschaffung des Hausmeisteramtes durch die Behörde.

§ 2. Der Generalsekretär kann, nach begründetem Gutachten des Generaldirektors der Logistik und nachdem er den Hausmeister angehört hat, das Hausmeisteramt wegen der Ausübung einer Berufstätigkeit, die gegen Artikel 36 verstößt, beenden.

Art. 40 - Wenn der Hausmeister auf sein Amt verzichten will, teilt er dies dem Generalsekretär und dem Generaldirektor der Logistik mit.

Art. 41 - Das Personalmitglied hat Anspruch auf eine Kündigungsfrist von sechs Monaten, wenn die Kündigung vom Arbeitgeber ausgeht.

KAPITEL VI — *Sonstige Bestimmungen*

Art. 42 - Der Hausmeister trägt die Kosten für den Umzug seines Mobiliars, außer im Falle des Umzugs der Dienststelle.

Art. 43 - Im Interesse des Dienstes kann der Generaldirektor der Logistik die Abschaffung des Hausmeisteramtes beschließen.

KAPITEL VII — *Abänderungs- und Aufhebungsbestimmungen*

Art. 44 - In Art. 2, § 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 über die Anstellungsbedingungen und die Verwaltungs- und Besoldungslage der vertraglichen Personalmitglieder, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. März 2012, wird eine Nummer 11° mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„11° die Hausmeisteraufgaben“.

Art. 45 - Der Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 28. Oktober 1987 zur Festlegung der Ordnung betreffend die Hausmeister beim Minister der Wallonischen Region wird aufgehoben.

KAPITEL VIII — *Übergangs- und Schlussbestimmungen*

Art. 46 - Die Bezeichnung als Hausmeister der zum Zeitpunkt des Inkrafttretens vorliegenden Erlasses bezeichneten Hausmeister bleibt gültig.

Art. 47 - Der Minister für den öffentlichen Dienst wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 24. Oktober 2013

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst
J.-M. NOLLET

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2013/206218]

24 OKTOBER 2013. — Besluit van de Waalse Regering houdende regeling van de functies van huisbewaarder binnen de Waalse Overheidsdienst

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 87, § 3, vervangen bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 28 oktober 1987 tot vaststelling van het reglement van de huisbewaarders bij het Ministerie van het Waalse Gewest;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden voor de indienstneming en de administratieve en geldelijke toestand van de contractuele personeelsleden;

Gelet op de instemming van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 21 maart 2013;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 24 april 2013;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 13 juni 2013;

Gelet op het onderhandelingsprotocol nr. 611 van Sectorcomité nr. XVI, gesloten op 12 juli 2013;

Gelet op het advies nr. 53.838/2/V van de Raad van State, gegeven op 11 september 2013, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Algemeenheden

Artikel 1. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1^o personeelslid : een ambtenaar of een contractueel personeelslid van de Waalse Overheidsdienst;

2^o directeur-generaal Logistiek : de directeur-generaal van het Operationeel Directoraat-generaal Begroting, Logistiek, Informatie- en Communicatietechnologie.

Art. 2. Kunnen alleen als huisbewaarder aangesteld worden de personeelsleden die aan de volgende voorwaarden voldoen :

1^o functies van niveau D uitoefenen;

2^o het bewijs leveren van een positieve evaluatie;

3^o niet getroffen zijn door een definitieve en niet-geschrapte tuchtsanctie.

Aan deze voorwaarden moet worden voldaan zowel op de dag van de kandidatenoproep als op de dag van de aanstelling.

HOOFDSTUK II. — Aanstellingsprocedure

Art. 3. De huisbewaarder wordt aangesteld door de secretaris-generaal.

Art. 4. Op verzoek van de directeur-generaal Logistiek wordt een oproep tot de kandidaten ingericht door de Directie Beheer van het personeel.

De oproep tot de kandidaten bevat de volgende gegevens :

1^o de voorwaarden voor de toegang tot de betrekking bedoeld in artikel 2;

2^o de datum waarop de functie toe te wijzen is;

3^o de plaatsaanwijzing van het gebouw waar de functie toe te wijzen is;

4^o de omschrijving van de taken van een huisbewaarder in het gebouw waar de functie toe te wijzen is;

5^o op welke uren de overeenkomstig punt 4^o bepaalde taken moeten worden uitgevoerd;

6^o de beschrijving van de voor de bewoning bestemde lokalen;

7^o de bezoekdagen en -uren van vermelde lokalen;

8^o de uiterste datum waarop de kandidaatstellingen moeten worden ingediend.

Art. 5. De kandidaturen worden ingediend bij de directeur Selectie.

De kandidaturen vermelden tenminste de volgende gegevens :

1^o de juiste samenstelling van het huishouden met aanduiding van de ouderdom en het geslacht van de kinderen;

2^o in voorkomend geval, en ter informatie, het feit dat een gezinslid een gedeeltelijke of volledige beroepsactiviteit zal uitoefenen in de lokalen die ter beschikking worden gesteld van de huisbewaarder.

Art. 6. De kandidaten worden door een jury gehoord die samengesteld is uit de directeur-generaal Logistiek, de directeur(s)-generaal waarvan de diensten gevestigd zijn in het gebouw waar de functie toe te wijzen is en de directeur Selectie of hun afgevaardigde van niveau A.

Het voorzitterschap van de jury wordt waargenomen door de directeur-generaal Logistiek of zijn afgevaardigde.

Het secretariaat wordt waargenomen door de directeur Selectie of zijn afgevaardigde of door een ambtenaar van het Secretariaat-generaal.

Art. 7. Nadat hij de huisbewaarders heeft gehoord, formuleert de jury een voorstel tot rangschikking of niet-rangschikking van de statutaire kandidaten rekening houdend met hun geschiktheid.

Onder de gerangschikte statutaire kandidaten wordt de voorkeur respectievelijk gegeven aan :

1^o de ambtenaar waarvan de administratieve standplaats zo dicht mogelijk gelegen is bij het gebouw waar de functie uitgeoefend moet worden;

2^o de ambtenaar met de meeste anciënniteit en met de hoogste graad.

Indien geen enkele statutaire kandidaat weerhouden is, formuleert de jury een voorstel tot rangschikking of niet-rangschikking van de contractuele kandidaten rekening houdend met hun geschiktheid.

Onder de gerangschikte contractuele kandidaten wordt de voorkeur respectievelijk gegeven aan :

1° het contractueel personeelslid waarvan de administratieve standplaats zo dicht mogelijk gelegen is bij het gebouw waar de functie uitgeoefend moet worden;

2° aan de contractuele personeelsleden met de meeste anciënniteit.

Art. 8. De beslissing van de secretaris-generaal wordt bij ter post aangetekend schrijven aan de kandidaten en aan de directeur-generaal Logistiek meegedeeld.

Art. 9. § 1. In afwijking van artikel 2, 1°, indien de procedure bedoeld in de artikelen 3 tot 8 niet leidt tot een aanstelling, hetzij omdat geen enkele kandidatuur ingediend werd, hetzij omdat geen enkele kandidatuur weerhouden werd, kan een personeelslid dat functies in het niveau C uitoefent, volgens de procedure worden aangewezen.

De oproepen tot de kandidaten die functies van het niveau D en het niveau C uitoefenen, kunnen gelijktijdig plaatsvinden.

§ 2. Bij gebrek aan kandidaten of aan aanstelling van een personeelslid dat functies van het niveau C uitoefent, kan men overgaan tot de contractuele aanwerving van een persoon die niet behoort tot de Waalse Overheidsdienst.

In afwijking van de artikelen 4, § 2, tot 5bis van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden van indienstneming en de administratieve en geldelijke toestand van de contractuele personeelsleden wordt een huisbewaarder contractueel aangeworven volgens de procedure bedoeld in de artikelen 3 tot 8.

Voor de toepassing van artikel 7 formuleert de jury een voorstel tot rangschikking of niet-rangschikking rekening houdend met de geschiktheid van de kandidaten en de nabijheid tussen de werkplaats van de kandidaat en het gebouw waar de functie uitgeoefend moet worden.

Art. 10. De selectiejury bedoeld in artikel 6 van dit besluit kan een persoon vervallen verklaren van het recht om zich kandidaat te stellen voor de functie van huisbewaarder gedurende een periode van vijf jaar als hij zonder wettige rede afgezien heeft van zijn functie van huisbewaarder binnen de twee jaar die volgen op zijn aanstelling.

HOOFDSTUK III. — *De functie van huisbewaarder*

Afdeling 1. — Opdrachten van de huisbewaarder

Art. 11. De functies van huisbewaarder worden buiten de diensturen uitgeoefend onder het hiërarchisch gezag van de directeur-generaal Logistiek en de hiërarchische lijn die ervan afhangt.

Art. 12. De opdrachten van de huisbewaarder staan vermeld in de artikelen 13 tot 28 en ook elke taak die hem kan worden toevertrouwd door de directeur-generaal Logistiek of zijn afgevaardigde van niveau A.

Art. 13. De huisbewaarder verzekert het toezicht op de gebouwen, de werkplaatsen, de garages en de andere aanhorigheden waarmee hij belast is.

Art. 14. De huisbewaarder is belast met de opening en de sluiting van de buitendeuren van de gebouwen, werkplaatsen, garages en andere aanhorigheden waarmee hij belast is.

Na sluiting van de gebouwen zorgt hij ervoor dat geen enkele persoon vreemd aan de dienst in de gebouwen, werkplaatsen, garages en andere aanhorigheden komt, behalve andersluidende en voorafgaande instructies van de hiërarchie.

Art. 15. De huisbewaarder mag zich onder geen enkel voorwendsel ontdoen van de sleutels van de buitendeuren. Hij moet ook in het bezit zijn van een dubbel van de sleutel van elk lokaal dat in het algemeen op slot is.

Art. 16. Elke avond vóór 22 uur, met inbegrip van zaterdagen, zondagen en wettelijke en reglementaire feestdagen doet de huisbewaarder een ronde om zich ervan te vergewissen dat de deuren, de vensters, de rolluiken, de verlichting behoorlijk gesloten zijn en dat er geen risico bestaat voor brand of overstroming. Hij gaat ook na of de elektrische apparaten ontkoppeld zijn en of de gas- en waterkranen behoorlijk gesloten zijn.

Hij deelt de vastgestelde overtredingen en nalatigheden aan de hiërarchie mee.

Art. 17. De huisbewaarder moet ook nagaan of de reinigingswerken behoorlijk worden uitgevoerd volgens de richtlijnen die door de hiërarchie zijn meegedeeld en brengt elke vastgestelde nalatigheid te zijner kennis.

Art. 18. De huisbewaarder ontvangt de brieven, de colli's en pakketten afgeleverd buiten de openingsuren van de burelen. In voorkomend geval bericht hij de goede ontvangst ervan en overmaakt ze aan hun bestemmingen overeenkomstig de door de hiërarchie gegeven instructies.

Art. 19. Op de voorziene dagen zet de huisbewaarder de vuilnisbakken buiten en haalt ze binnen zodra zij geleegd zijn.

Art. 20. De huisbewaarder gedraagt zich naar het politiereglement.

Art. 21. De huisbewaarder hijst de vlaggen overeenkomstig de door de hiërarchie gegeven instructies.

Art. 22. De huisbewaarder controleert de werking van de technische installaties en herinnert ten gepaste tijde aan de bestellingen voor de levering van de nodige brandstof.

Art. 23. De huisbewaarder moet ook, steeds volgens de gegeven richtlijnen, de gepaste maatregelen nemen bij stoornissen of moeilijkheden die zich kunnen voordoen aan de verwarmingsinstallaties, de liften en andere bijzondere uitrustingen.

Art. 24. Hij neemt de nodige maatregelen om de schade die uit de slechte weersomstandigheden kan voortvloeien, te voorkomen.

Art. 25. Bij sneeuwval ontruimt de huisbewaarder het voetpad en de toegangswegen naar de gebouwen.

Art. 26. De huisbewaarder wordt opgeleid voor het behandelen van de bij brand te gebruiken blusapparaten. Daarvoor moet hij de opleiding van aangestelde (in geval van brand) volgen van het niveau dat de directeur-generaal Logistiek hem aangeeft.

Indien brand ontstaat, handelt hij volgens de veiligheidsvoorschriften inzake brand die van toepassing zijn op het gebouw. Een afschrift van deze voorschriften moet altijd in zijn nabijheid zijn.

Art. 27. Bij een ongeval neemt de huisbewaarder de dringende maatregelen die toelaten de schade te beperken. Hij brengt zijn hiërarchie onmiddellijk op de hoogte.

Art. 28. In samenwerking met de plaatselijke correspondent onroerend goed, brengt de huisbewaarder het Departement Onroerend Beheer van het Overkoepelend Directoraat-generaal Begroting, Logistiek en Informatie- en Communicatietechnologieën op de hoogte van elk probleem dat zich buiten de diensturen voordoet.

Afdeling 2. — Rechten en verplichtingen van de huisbewaarder t.o.v. de woning die ter zijne beschikking wordt gesteld

Art. 29. De ter zijne beschikking gestelde lokalen moeten in een staat van netheid gehouden zijn. Deze lokalen worden in een goede huurstaat gezet, op kosten van het Gewest, bij de indiensttreding van de huisbewaarder. De normale huuronderhoudswerken moeten door toedoen en op de kosten van de huisbewaarder gedaan worden.

Art. 30. Het Gewest neemt te zijnen laste de kosten voor het herstellen in zijn vorige toestand, genoodzaakt door de werken die het Gewest gevorderd heeft en die schade veroorzaakt heeft in de lokalen van de huisbewaarderswoning. Hetzelfde geldt voor het herstel van de toevallige schade in vermelde lokalen en aan de geïnstalleerde apparaten indien zij niet aan de nalatigheid van de huisbewaarder toegeschreven kunnen worden.

Art. 31. De ter beschikking van de huisbewaarder gestelde lokalen zijn verbonden aan de elektriciteit, de telefoon en naar mate van het mogelijke aan de gas en de kabeltele distributie.

Art. 32. Het Gewest draagt de kosten van het totaal verbruik van water, gas en elektriciteit van het gezin voor zover dit verbruik binnen de normale grenzen blijft, rekening houdend met de verschillende elementen die de verbruikte hoeveelheden (samenstelling van het gezin of aard van de gebruikte apparaten) kunnen beïnvloeden.

Het is de huisbewaarder verboden om elektrische verwarmingsapparaten, luchtverversers-extractoren of klimaatregelaars te gebruiken zonder voorafgaand de instemming van de hiërarchie gekregen te hebben.

Art. 33. De huisbewaarder moet een abnormaal verbruik van water, gas en elektriciteit bij de directeur-generaal Logistiek verantwoorden, laatstgenoemde zal dan beslissen of de overtollige kosten ten laste van de huisbewaarder worden gelegd.

Art. 34. Behoudens toestemming verleend door de directeur-generaal Logistiek of zijn afgevaardigde van niveau A is het voor de huisbewaarder verboden om doorlopend personen vreemd aan zijn huishouden te herbergen en, voor eigen gebruik, te beschikken over lokalen die niet te zijner beschikking zijn gesteld.

Art. 35. De huisbewaarder mag niet voor persoonlijke doeleinden de meubels, het materiaal en de apparatuur voorbehouden voor de werking van de diensten van het Gewest gebruiken.

Art. 36. § 1. Noch de huisbewaarder, noch zijn gezinsleden mogen een commerciële activiteit uitoefenen in de lokalen die te zijner beschikking worden gesteld.

In de lokalen die ter beschikking zijn gesteld mogen de gezinsleden van de huisbewaarder ook geen beroepsactiviteit uitoefenen in de zin van artikel 139, lid 2 en 3, van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode die de vervulling van de plichten van het ambt in het gedrang zou brengen, die zou ingaan tegen de waardigheid van het ambt of de onafhankelijkheid van het personeelslid in gevaar zou brengen of een verwarring met deze hoedanigheid zou veroorzaken.

§ 2. De huisbewaarder brengt de directeur-generaal Logistiek op de hoogte van elke beroepsactiviteit die door één van zijn gezinsleden wordt uitgeoefend in de lokalen die ter beschikking zijn gesteld.

HOOFDSTUK IV. — *Tijdelijke vervanging van de huisbewaarder*

Art. 37. In geval van afwezigheid van de huisbewaarder voor minstens één dag moet de directeur-generaal Logistiek of zijn afgevaardigde voor zijn vervanging zorgen.

Art. 38. Indien de vervangende huisbewaarder niet tot de Waalse Overheidsdienst behoort of een personeelslid is dat in dienst genomen is op grond van een deeltijdse arbeidsovereenkomst wordt hij in dienst genomen op grond van een arbeidsovereenkomst overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden voor de indienstneming en de administratieve en geldelijke toestand van de contractuele personeelsleden.

HOOFDSTUK V. — *Einde van de huisbewaardersfuncties*

Art. 39. § 1. De functies van huisbewaarder worden van rechtswege beëindigd in de volgende gevallen :

1° de afstand van de functies van huisbewaarder;

2° het verlies van de hoedanigheid van ambtenaar krachtens de artikelen 228 en 229 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode of het einde van de arbeidsovereenkomst met de Waalse Overheidsdienst;

3° het feit dat men getroffen is door een andere definitieve tuchtmaatregel dan de berisping of inhouding van wedde wegens de functies van huisbewaarder of andere functies die uitgeoefend worden in de Waalse Overheidsdienst;

4° de definitieve onmogelijkheid voor de huisbewaarder om zijn opdracht om de één of andere reden nog te vervullen.

5° de afschaffing van de functies van huisbewaarder door de overheid.

§ 2. Na het gemotiveerd advies van de directeur-generaal Logistiek en na de huisbewaarder te hebben gehoord kan de secretaris-generaal een einde maken aan de functies van huisbewaarder wegens de uitoefening van een beroepsactiviteit in overtreding met artikel 36.

Art. 40. Indien de huisbewaarder wenst afstand te doen van zijn opdracht, moet hij de secretaris-generaal of de directeur-generaal Logistiek daarover inlichten.

Art. 41. De opzeg van het personeelslid bedraagt minstens zes maanden wanneer de opzegging door de werkgever wordt gegeven.

HOOFDSTUK VI. — *Diverse bepalingen*

Art. 42. De verhuizingskosten van zijn eigen meubels zijn ten laste van de huisbewaarder, behalve in het geval dat de diensten zelf verhuizen.

Art. 43. In het belang van de dienst kan de directeur-generaal Logistiek beslissen om de functies van huisbewaarder af te schaffen.

HOOFDSTUK VII. — *Wijzigings- en opheffingsbepalingen*

Art. 44. Artikel 2, § 2, van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden voor de indienstneming en de administratieve en geldelijke toestand van de contractuele personeelsleden, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 29 maart 2012, wordt aangevuld met een punt 11, luidend als volgt :

“11° de taken van huisbewaarder”.

Art. 45. Het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 28 oktober 1987 tot vaststelling van het reglement van de huisbewaarders bij het Ministerie van het Waalse Gewest wordt opgeheven.

HOOFDSTUK VIII. — *Slot- en overgangsbepalingen*

Art. 46. De personeelsleden die op de datum van inwerkingtreding van dit besluit als huisbewaarder zijn aangesteld blijven geldig aangesteld.

Art. 47. De minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 24 oktober 2013.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,

J.-M. NOLLET

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C – 2013/00740]

Conseil du contentieux des étrangers. — *Nomination*

Par arrêté royal du 25 octobre 2013, M. Christophe VERHAERT, licencié en droit, est nommé juge au contentieux des étrangers auprès du Conseil du contentieux des étrangers à partir du 1^{er} novembre 2013.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C – 2013/00740]

Raad voor Vreemdelingenbetwistingen. — *Benoeming*

Bij koninklijk besluit van 25 oktober 2013 wordt de heer Christophe VERHAERT, licentiaat in de rechten, benoemd als rechter in vreemdelingenzaken bij de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen, met ingang van 1 november 2013.

SERVICE PUBLIC FEDERAL MOBILITE ET TRANSPORTS

[C – 2013/14664]

2 OCTOBRE 2013. — Arrêté royal portant démission et nomination d'un administrateur et nomination de l'administrateur délégué de Belgocontrol

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, notamment l'article 16, l'article 18, § 2, 1^{er} alinéa, § 3 et § 5, 1^{er} alinéa, l'article 20, § 2, l'article 21, §§ 2 et 3, l'article 22 et l'article 173, § 1^{er}, 1° à 3°, § 2, 1° et 2°, et § 3, modifiée par l'arrêté royal du 2 avril 1998;

Vu l'arrêté royal du 10 novembre 2004 portant nomination du président et des membres du conseil d'administration et de l'administrateur délégué de Belgocontrol;

Considérant que le conseil d'administration de Belgocontrol a été nommé pour un terme de six ans à dater du 10 novembre 2004 et n'a pas été renouvelé depuis, bien que tous les mandats étaient échus depuis le 30 novembre 2010;

Considérant que selon l'article 174 de la loi du 21 mars 1991, le conseil d'administration doit comprendre autant de membres d'expression française que d'expression néerlandaise et que le président du conseil d'administration appartient à un autre rôle linguistique que l'administrateur délégué;

Sur la proposition de Notre Secrétaire d'Etat à la Mobilité et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. La démission honorable de sa fonction d'administrateur de Belgocontrol est accordée à M. Jean-Claude Tintin.

Art. 2. M. Johan Decuyper est nommé administrateur de Belgocontrol.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST MOBILITEIT EN VERVOER

[C – 2013/14664]

2 OKTOBER 2013. — Koninklijk besluit houdende ontslag en benoeming van één bestuurder en benoeming van de gedelegeerd bestuurder van Belgocontrol

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, inzonderheid op artikel 16, artikel 18, § 2, eerste lid, § 3 en § 5, eerste lid, artikel 20, § 2, artikel 21, §§ 2 en 3, artikel 22 en artikel 173, § 1, 1° tot 3°, § 2, 1° en 2°, en § 3, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 2 april 1998;

Gelet op het koninklijk besluit van 10 november 2004 tot benoeming van de Voorzitter en de leden van de Raad van Bestuur en de Gedelegeerd bestuurder van Belgocontrol;

Overwegende dat de raad van bestuur van Belgocontrol benoemd werd voor een termijn van zes jaar met aanvang op 10 november 2004, en dat deze raad sindsdien niet meer is vernieuwd ook al waren alle mandaten sinds 30 november 2010 vervallen.

Overwegende dat volgens artikel 174 van de wet van 21 maart 1991, de raad van bestuur, ieder evenveel Nederlands- als Franstaligen moeten tellen, en dat de voorzitter van de raad van bestuur tot een andere taalrol dan de gedelegeerd bestuurder behoort;

Op de voordracht van Onze Staatssecretaris voor Mobiliteit en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Eervol ontslag als bestuurder van Belgocontrol wordt verleend aan de heer Jean-Claude Tintin.

Art. 2. De heer Johan Decuyper wordt benoemd tot bestuurder van Belgocontrol.